

INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES INTERMÉDIAIRES (NON AUDITÉES)

Établies conformément aux principes de comptabilisation et méthodes d'évaluation des normes IFRS adoptées par l'Union Européenne

1er janvier 2022 - 30 septembre 2022

Table des matières

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (NON AUDITÉ)	3
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ (NON AUDITÉ)	4
BILAN CONSOLIDÉ (NON AUDITÉ)	5
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (NON AUDITÉ)	7
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ (NON AUDITÉ)	8
FLUX DE TRÉSORERIE LIBRE D'EXPLOITATION (NON AUDITÉ)	9
1. RETRAITEMENT DES COMPTES 2021	11
2. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS	12
2.1 Continuité d'exploitation	12
2.2 Évènements significatifs intervenus au cours de la période	13
2.3 Évènements postérieurs à la clôture	14
3. PRINCIPES COMPTABLES	15
4. INFORMATIONS SECTORIELLES	15
4.1 Informations par secteur d'activité	17
4.2 Informations par secteur géographique	18
5. CHARGES EXTERNES	19
6. FRAIS DE PERSONNEL ET EFFECTIFS	19
7. AMORTISSEMENTS, DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS	20
8. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION COURANTS	21
9. CESSIONS DE MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	21
10. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	23
11. IMPÔTS	24
11.1 Charge d'impôt	24
11.2 Taux effectif d'impôt	25
12. PASSIFS FINANCIERS	25
13. DETTE NETTE	27
14. AUTRES PASSIFS	28

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (NON AUDITÉ)

Période du 1er janvier au 30 septembre (en millions d'euros)	Notes	2022	2021 Retraité ⁽¹⁾
Produits des activités ordinaires		19 264	9 477
Charges externes	5.	(11 815)	(6 113)
Frais de personnel	6.	(5 239)	(3 813)
Impôts et taxes		(118)	(100)
Autres produits et charges d'exploitation courants	8.	737	467
EBITDA		2 829	(82)
Amortissements, dépréciations et provisions	7.	(1 769)	(1 722)
Résultat d'exploitation courant		1 060	(1 804)
Cessions de matériels aéronautiques	9.	44	(20)
Autres produits et charges non courants	9.	(44)	(906)
Résultat des activités opérationnelles		1 060	(2 730)
Coût de l'endettement financier brut	10.	(416)	(483)
Produits de la trésorerie et équivalents de trésorerie	10.	9	2
Coût de l'endettement financier net	10.	(407)	(481)
Autres produits et charges financiers	10.	(621)	(199)
Résultat avant impôts des entreprises intégrées		32	(3 410)
Impôts	11.1	208	256
Résultat net des entreprises intégrées		240	(3 154)
Part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		-	(13)
Résultat net		240	(3 167)
Résultat net des participations ne donnant pas le contrôle		8	(3)
Résultat net : Propriétaires de la société mère		232	(3 164)
Résultat net - Propriétaires de la société mère par action (en euros)			
- de base		0,08	(5,86)
- dilué		0,07	(5,86)

Les notes annexes font partie intégrante de ces informations financières consolidées intermédiaires.

⁽¹⁾ Voir Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ (NON AUDITÉ)

Période du 1er janvier au 30 septembre (en millions d'euros)	2022	2021 Retraité ⁽¹⁾
Résultat net	240	(3 167)
Couverture des flux de trésorerie et coût de couverture		
Partie efficace de la variation de juste valeur des couvertures et coût de couverture portée en autres éléments du résultat global	696	490
Variation de la juste valeur et coût de couverture transférée en résultat	(878)	(138)
Écart de change résultant de la conversion	14	1
Impôts différés sur les éléments recyclables du résultat global	43	(94)
Total des autres éléments recyclables du résultat global	(125)	259
Réévaluation des engagements nets sur les régimes à prestations définies	605	664
Juste valeur des instruments de capitaux propres réévalués par le résultat global	(3)	(2)
Impôts différés sur les éléments non recyclables du résultat global	(30)	(171)
Total des autres éléments non recyclables du résultat global	572	491
Total des autres éléments du résultat global, après impôt	447	750
Résultat global	687	(2 417)
— Propriétaires de la société mère	679	(2 416)
— Participations ne donnant pas le contrôle	8	(1)

Les notes annexes font partie intégrante de ces informations financières consolidées intermédiaires.

⁽¹⁾ Voir Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

BILAN CONSOLIDÉ (NON AUDITÉ)

Actif	30 septembre 2022	31 décembre 2021
(en millions d'euros)		
Goodwill	225	222
Immobilisations incorporelles	1 201	1 235
Immobilisations aéronautiques	10 298	10 466
Autres immobilisations corporelles	1 349	1 402
Droits d'utilisation	5 536	5 148
Titres mis en équivalence	111	109
Autres actifs financiers non courants	1 126	951
Actifs financiers dérivés non courants	525	143
Impôts différés	527	278
Actif non courant	20 898	19 954
Actifs détenus en vue de la vente	78	74
Autres actifs financiers courants	832	484
Actifs financiers dérivés courants	676	469
Stocks et en-cours	693	567
Créances clients	2 133	1 511
Autres actifs courants	989	966
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 264	6 658
Actif courant	13 665	10 729
Total actif	34 563	30 683

Les notes annexes font partie intégrante de ces informations financières consolidées intermédiaires.

BILAN CONSOLIDÉ (NON AUDITÉ) (suite)

Passif et capitaux propres	Notes	30 septembre 2022	31 décembre 2021
(en millions d'euros)			
Capital		2 571	643
Primes d'émission et de fusion		5 217	4 949
Actions d'autocontrôle		(25)	(25)
Titres subordonnés à durée indéterminée		912	3 151
Réserves et résultat		(11 988)	(12 542)
Capitaux propres - Part attribuable aux propriétaires de la société mère		(3 313)	(3 824)
Participations ne donnant pas le contrôle		516	8
Capitaux propres		(2 797)	(3 816)
Provisions retraites		1 381	1 939
Passifs de restitution et autres provisions non courants		4 715	4 055
Passifs financiers non courants	13.	10 695	11 274
Dettes de loyers non courantes		3 554	2 924
Passifs financiers dérivés non courants		3	25
Impôts différés		1	1
Autres passifs non courants	14.	2 426	2 555
Passif non courant		22 775	22 773
Passifs de restitution et autres provisions courants		677	885
Passifs financiers courants	13.	1 074	1 215
Dettes de loyers courantes		878	825
Passifs financiers dérivés courants		128	46
Dettes fournisseurs		2 714	1 850
Titres de transport émis et non utilisés		4 132	2 644
Programme de fidélisation		886	888
Autres passifs courants	14.	4 093	3 369
Concours bancaires		3	4
Passif courant		14 585	11 726
Total passif		37 360	34 499
Total capitaux propres et passifs		34 563	30 683

Les notes annexes font partie intégrante de ces informations financières consolidées intermédiaires.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (NON AUDITÉ)

(en millions d'euros)	Notes	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission et de fusion	Actions d'auto-contrôle	Titres subordonnés à durée indéterminée	Réserves et résultats	Capitaux propres - propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Au 31 décembre 2020 - publié ⁽¹⁾		428 634 035	429	4 139	(25)	-	(9 970)	(5 427)	9	(5 418)
Changement de méthode comptable ⁽¹⁾			-	-	-	-	76	76	-	76
Au 31 décembre 2020 - retraité ⁽¹⁾		428 634 035	429	4 139	(25)	-	(9 894)	(5 351)	9	(5 342)
<i>Autres éléments du résultat global</i>			-	-	-	-	748	748	2	750
Résultat de la période			-	-	-	-	(3 164)	(3 164)	(3)	(3 167)
Résultat global			-	-	-	-	(2 416)	(2 416)	(1)	(2 417)
Augmentation de capital		213 999 999	214	810	-	-	-	1 024	-	1 024
Titres subordonnés			-	-	-	3 000	(4)	2 996	-	2 996
Coupons sur titres subordonnés			-	-	-	97	(97)	-	-	-
Autres			-	-	-	-	1	1	-	1
Au 30 septembre 2021 - retraité ⁽¹⁾		642 634 034	643	4 949	(25)	3 097	(12 410)	(3 746)	8	(3 738)
Au 31 décembre 2021		642 634 034	643	4 949	(25)	3 151	(12 542)	(3 824)	8	(3 816)
<i>Autres éléments du résultat global</i>			-	-	-	-	447	447	-	447
Résultat de la période			-	-	-	-	232	232	8	240
Résultat global			-	-	-	-	679	679	8	687
Augmentation de capital		1 927 902 102	1 928	268	-	-	-	2 196	-	2 196
Augmentation de capital souscrite par les participations ne donnant pas le contrôle			-	-	-	-	-	-	3	3
Titres subordonnés	2.		-	-	-	(2 118)	-	(2 118)	497	(1 621)
Coupons sur titres subordonnés	2.		-	-	-	(121)	(125)	(246)	-	(246)
Au 30 septembre 2022		2 570 536 136	2 571	5 217	(25)	912	(11 988)	(3 313)	516	(2 797)

Les notes annexes font partie intégrante de ces informations financières consolidées intermédiaires.

⁽¹⁾ Voir Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ (NON AUDITÉ)

Période du 1er janvier au 30 septembre (en millions d'euros)	Notes	2022	2021 Retraité ⁽¹⁾
Résultat net		240	(3 167)
Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation		1 770	1 722
Dotations nettes aux provisions financières		105	89
Résultat sur cessions d'actifs corporels et incorporels		(45)	18
Résultat sur cessions de filiales et participations		-	(25)
Résultats non monétaires sur instruments financiers		(28)	(33)
Écart de change non réalisé		523	172
Résultats des sociétés mises en équivalence		-	13
Impôts différés		(234)	(262)
Pertes de valeur		19	37
Autres éléments non monétaires		(88)	727
Capacité d'autofinancement		2 262	(709)
(Augmentation) / diminution des stocks		(119)	(47)
(Augmentation) / diminution des créances clients		(431)	(365)
Augmentation / (diminution) des dettes fournisseurs		786	415
Augmentation / (diminution) des billets émis non utilisés		1 489	142
Variation des autres actifs et autres passifs		523	1 216
Variation du besoin en fonds de roulement		2 248	1 361
Flux net de trésorerie provenant de l'exploitation [A]		4 510	652
Acquisition de filiales et participations avec prise de contrôle, achats de parts dans les sociétés non contrôlées		(1)	(2)
Investissements corporels et incorporels [B]		(2 082)	(1 543)
Produits liés à la perte de contrôle de filiales ou à la cession de titres de sociétés non contrôlées		-	71
Produits de cessions d'immobilisations corporelles ou incorporelles [C]		678	689
Dividendes reçus		1	2
Diminution (augmentation) nette des placements de plus de 3 mois		(240)	37
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(1 644)	(746)
Augmentation de capital		1 551	1 026
Augmentation de capital souscrite par les participations ne donnant pas le contrôle		3	-
Titres subordonnés		(983)	-
Coupons sur titres subordonnés		(238)	-
Émission de nouveaux emprunts	12.	769	1 546
Remboursement d'emprunts	12.	(1 600)	(1 323)
Paievements de dettes de loyers [D]		(653)	(654)
Nouveaux prêts		(177)	(35)
Remboursement des prêts		16	93
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement		(1 312)	653
Effets des variations de change sur la trésorerie, équivalents de trésorerie et les concours bancaires courants (nets de la trésorerie acquise ou cédée)		53	9
Variation de la trésorerie nette		1 607	568
Trésorerie, équivalents de trésorerie et concours bancaires à l'ouverture		6 654	6 422
Trésorerie, équivalents de trésorerie et concours bancaires à la clôture		8 261	6 990

Les notes annexes font partie intégrante de ces informations financières consolidées

⁽¹⁾ Voir Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

FLUX DE TRÉSORERIE LIBRE D'EXPLOITATION (NON AUDITÉ)

Période du 1er janvier au 30 septembre (en millions d'euros)	Notes	2022	2021
Flux net de trésorerie provenant de l'exploitation	[A]	4 510	652
Investissements corporels et incorporels	[B]	(2 082)	(1 543)
Produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	[C]	678	689
Flux de trésorerie libre d'exploitation		3 106	(202)
Paiements de dettes de loyers	[D]	(653)	(654)
Flux de trésorerie libre d'exploitation ajusté		2 453	(856)

NOTES AUX INFORMATIONS FINANCIÈRES CONSOLIDÉES INTERMÉDIAIRES

1. RETRAITEMENT DES COMPTES 2021

Depuis le 1er janvier 2021, le Groupe Air France-KLM applique la décision IFRIC relative à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », décrite en note 5.1. Principes comptables des états financiers consolidés au 31 décembre 2021.

Ce changement a été appliqué de manière rétrospective sur les informations financières présentées au cours des périodes précédentes en accord avec IAS 8 « Méthodes Comptables, Changements d'Estimations Comptables et Erreurs ». Les impacts sur les périodes comparatives sont présentés ci-dessous.

Seuls les postes impactés par les changements de méthodes comptables sont présentés.

Impacts sur le Compte de Résultat consolidé

Période du 1er janvier au 30 septembre 2021 (en millions d'euros)	Comptes publiés	IFRIC IAS 19	Comptes retraités
Frais de personnel	(3 809)	(4)	(3 813)
EBITDA	(78)	(4)	(82)
Résultat d'exploitation courant	(1 800)	(4)	(1 804)
Résultat des activités opérationnelles	(2 726)	(4)	(2 730)
Résultat avant impôts des entreprises intégrées	(3 406)	(4)	(3 410)
Impôts	255	1	256
Résultat net des entreprises consolidées	(3 151)	(3)	(3 154)
Résultat net	(3 164)	(3)	(3 167)
Résultat par action (de base)	(5,85)	(0,01)	(5,86)
Résultat par action (dilué)	(5,85)	(0,01)	(5,86)

Impacts sur les autres éléments du résultat global

Période du 1er janvier au 30 septembre 2021 (en millions d'euros)	Comptes publiés	IFRIC IAS 19	Comptes retraités
Résultat net	(3 164)	(3)	(3 167)
Résultat global	(2 414)	(3)	(2 417)
— propriétaires de la société mère	(2 413)	(3)	(2 416)
— participations ne donnant pas le contrôle	(1)	-	(1)

Impacts sur le tableau des flux de trésorerie consolidé

Seuls les postes du tableau de flux de trésorerie impactés par les changements de méthodes comptables sont présentés ci-dessous :

Période du 1er janvier au 30 septembre 2021 (en millions d'euros)	Comptes publiés	IFRIC IAS 19	Comptes retraités
Résultat net	(3 164)	(3)	(3 167)
Impôts différés	(261)	(1)	(262)
Autres éléments non monétaires	723	4	727
Capacité d'autofinancement	(709)	-	(709)

2. ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

2.1 Continuité d'exploitation

La propagation mondiale de la Covid-19 depuis le début de 2020 a eu un impact majeur sur le trafic aérien dans le monde. Les conditions très strictes sur les voyages mondiaux adoptées par de nombreux pays à partir de mars 2020 ont entraîné une contraction du trafic aérien. La reprise s'est amorcée à partir du second semestre 2021 et continue de se poursuivre amplement sur les neuf premiers mois de l'année 2022.

En complément, la crise ukrainienne a des répercussions sur l'activité du Groupe qui a annoncé suspendre jusqu'à nouvel ordre la desserte et le survol de l'Ukraine et de la Russie en février 2022. Ces lignes représentaient moins de 1% de l'activité Réseau du Groupe en termes de chiffres d'affaires. L'impact des allongements des routes vers la Chine, le Japon et la Corée du Sud reste actuellement également limité. Les activités de maintenance du Groupe pour les compagnies russes ont également été suspendues générant un impact peu significatif. Enfin, bien que la crise ukrainienne pousse les prix du pétrole à des niveaux élevés, la politique de couverture carburant du Groupe permet de limiter les effets sur les états financiers consolidés du Groupe au 30 septembre 2022.

En parallèle, les mesures fortes prises par le Groupe pour limiter les effets de la Covid-19 sur l'activité depuis le début de la pandémie se poursuivent et sont adaptées à l'évolution de la situation que le Groupe suit de près. Elles comprennent, entre autres, l'adaptation de la capacité offerte en fonction de l'évolution de la demande, la sécurisation de la trésorerie, le refinancement systématique des nouveaux avions livrés et des mesures salariales.

Adaptation de la capacité offerte et réduction de coûts

La capacité siège-kilomètres disponible pour le Passage et Transavia a été supérieure de 54% sur les neuf premiers mois de l'année 2022 par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2021, en réponse à la reprise de la demande et a atteint 84% du niveau des neuf premiers mois de 2019 pour le Passage et une capacité légèrement supérieure à celle de 2019 pour Transavia.

Le revenu par passagers-kilomètres a bondi de 139% sur les neuf premiers mois de l'année 2022 par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2021. L'activité cargo a continué à bénéficier d'un contexte porteur avec des tonnes-kilomètres disponibles en augmentation de 18 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2021. En conséquence, les revenus totaux ont augmenté de 103 % comparé à l'année dernière et s'élèvent à 19 264 millions d'euros.

La capacité Passage est prévue, sur le dernier trimestre 2022 autour de 85% de la capacité du dernier trimestre 2019 et celle de Transavia est prévue significativement supérieure à celle de 2019.

En parallèle, les dépenses externes s'élèvent à (11 815) millions d'euros, soit une augmentation de 93 % par rapport à 2021 principalement portée par les coûts du carburant. Ces derniers s'élèvent à (5 184) millions d'euros au 30 septembre 2022 contre (1 811) millions d'euros au 30 septembre 2021, soit une augmentation de 186 % due à l'évolution de la capacité et à la hausse du prix du carburant. Hors carburant, les dépenses externes n'augmentent que de 54 %.

En raison de la reprise d'activité, le gouvernement néerlandais a mis fin au programme « Mesures Transitoires d'urgence pour l'Emploi Durable » (NOW) aux Pays-Bas au 31 mars 2022. L'impact de cette mesure représente +138 millions d'euros au 30 septembre 2022 contre +716 millions d'euros au 30 septembre 2021. En parallèle, l'activité partielle en France, mise en place à partir du 23 mars 2020, s'établit à +135 millions d'euros au 30 septembre 2022 contre +557 millions d'euros au 30 septembre 2021.

Liquidités

Au 30 septembre 2022, la liquidité totale du Groupe s'élève à 12,3 milliards d'euros, dont 9,8 milliards d'euros de liquidités nettes hors lignes de crédit non tirées (voir note 13. Dette nette) et 2,5 milliards d'euros de lignes de crédit non tirées (voir note 33.3 Aides financières des États français et néerlandais et 33.7 Lignes de crédit des notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2021).

Les aides de l'État néerlandais ont été remboursées en totalité sur le premier semestre 2022 pour un montant total de 942 millions d'euros. L'augmentation de capital Air France-KLM du 16 juin 2022 d'un montant total de 2 256 millions d'euros (voir note 2.2 Événements significatifs intervenus au cours de la période ci-dessous) a permis de rembourser partiellement les titres subordonnés détenus par l'État français pour un montant nominal de 1 631 millions d'euros. Ces opérations ont contribué au renforcement du bilan et des fonds propres du Groupe.

L'accord entre Air France-KLM et Apollo (voir note 2.2 Événements significatifs intervenus au cours de la période ci-dessous) a permis de rembourser partiellement les titres subordonnés détenus par l'État français pour un montant nominal de 487 millions d'euros.

En parallèle, le Groupe continue de travailler sur différentes options complémentaires de reconstitution des capitaux propres de la société Air France au niveau légal requis.

Continuité d'exploitation

Afin de déterminer une base appropriée de préparation des informations financières consolidées intermédiaires pour la période close au 30 septembre 2022, l'hypothèse de continuité d'exploitation a été appréciée en évaluant les prévisions financières sur un horizon d'au moins un an et en analysant en particulier l'activité commerciale du Groupe dans le contexte de la pandémie actuelle de coronavirus (Covid-19) et de la crise ukrainienne.

Comme indiqué ci-dessus, le Groupe dispose de liquidités disponibles d'un montant total de 12,3 milliards d'euros au 30 septembre 2022 (voir paragraphe « Liquidités ») en amélioration de 2,1 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2021.

Par ailleurs, malgré les incertitudes en lien avec le contexte actuel, l'amélioration de la situation sanitaire depuis fin 2021 ainsi que de la position de trésorerie, la reprise d'activité qui se poursuit et les impacts limités de la crise ukrainienne sur les états financiers consolidés au 30 septembre 2022, ont conduit à établir les informations financières consolidées intermédiaires au 30 septembre 2022 selon le principe de continuité d'exploitation, en cohérence avec l'approche prise sur les états financiers consolidés au 31 décembre 2021 (voir note 4.1 des notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2021).

2.2 Évènements significatifs intervenus au cours de la période

Augmentation de capital du groupe Air France-KLM

Le 24 mai 2022, le groupe Air France-KLM a annoncé le lancement d'une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription d'un montant de 2 256 millions d'euros, à souscrire en numéraire et/ou par compensation de créances.

Le produit brut de l'augmentation de capital s'est élevé à 2 256 millions d'euros (dont 1 611 millions d'euros souscrits en espèces), prime d'émission incluse, correspondant à l'émission de 1 928 millions d'actions nouvelles (les « Actions Nouvelles ») à un prix de souscription unitaire de 1,17 euro. Net des frais d'émission, le produit s'est élevé à 2 196 millions d'euros (dont 1 551 millions d'euros souscrits en espèces). A l'issue du règlement-livraison de l'augmentation de capital le 16 juin 2022, le capital social d'Air France-KLM a été porté à 2 570 536 136 actions d'une valeur nominale de 1€ chacune.

L'État français a participé à titre irréductible à hauteur de la totalité de ses droits préférentiels de souscription, correspondant à une souscription à 551 404 728 Actions Nouvelles. Sa participation au capital de la Société est restée inchangée. Cette souscription s'est effectuée par voie de compensation avec une partie de la créance détenue par l'État français liée aux titres subordonnés émis en avril 2021.

L'État néerlandais a participé à titre irréductible à hauteur de la totalité de ses droits préférentiels, correspondant à une souscription à 180 000 000 Actions Nouvelles. Sa participation au capital de la Société est restée inchangée.

CMA CGM est devenu nouvel actionnaire avec une participation au capital s'élevant à 231 348 252 Actions Nouvelles à titre irréductible (via l'exercice des droits préférentiels de souscription acquis auprès de China Eastern Airlines, Delta Airlines, des FCPEs et du marché), correspondant à 9,0% du capital de la Société à la suite de l'augmentation de capital.

China Eastern Airlines et Delta Air Lines ont participé à l'augmentation de capital dans le cadre d'une opération blanche en souscrivant à 58 763 343 et 35 873 772 Actions Nouvelles respectivement en utilisant le produit net de la vente d'une partie de leurs droits préférentiels de souscription au profit de CMA CGM. Cela a porté leur participation respective à 4,7% et 2,9% du capital de la Société.

Suite à cette augmentation de capital, afin que les droits des porteurs d'OCEANE soient maintenus conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux modalités des OCEANE, le ratio de conversion/d'échange a été ajusté à compter du 16 juin 2022 passant d'une parité de 1 action Air France-KLM par OCEANE à une parité de 1,783 action Air France-KLM par OCEANE.

Accord entre Air France-KLM et Apollo

Le 13 juillet 2022, Air France-KLM et Apollo ont finalisé un accord en vue d'un investissement de 500 millions d'euros dans une filiale opérationnelle d'Air France spécialement constituée, propriétaire de moteurs de rechange.

Apollo a souscrit à des titres subordonnés émis par la filiale opérationnelle spécialement constituée, qui répondent aux critères de fonds propres selon les normes IFRS.

Informations financières consolidées intermédiaires

Notes aux états financiers consolidés intermédiaires

Cette transaction permettra au Groupe de réduire ses coûts de financement. Les titres subordonnés portent un intérêt de 6% au cours des trois premières années, après quoi des augmentations progressives et un plafond seront appliqués. Le Groupe aura la possibilité de rembourser les titres à tout moment au-delà de la troisième année.

Cette structure n'entraîne aucun changement sur la propriété, les aspects opérationnels et sociaux de l'activité Ingénierie et Maintenance d'Air France.

Évolution des titres subordonnés détenus par l'État français

Le 20 avril 2022, le Groupe a procédé au paiement du coupon couru sur titres subordonnés détenus par l'État français pour un montant total de 218 millions d'euros.

Par ailleurs, le 16 juin 2022 :

- l'État français a souscrit à l'augmentation de capital décrite ci-dessus par voie de compensation avec une partie des titres subordonnés pour un montant nominal de 638 millions d'euros majoré du coupon couru jusqu'à cette date d'un montant de 7 millions d'euros ;
- Un montant de 993 millions d'euros en nominal majoré du coupon couru jusqu'à cette date d'un montant de 11 millions d'euros a été remboursé grâce au produit de l'augmentation de capital souscrit en trésorerie.

Enfin le 29 juillet 2022, un montant de 487 millions d'euros en nominal majoré du coupon couru jusqu'à cette date d'un montant de 10 millions d'euros a été remboursé grâce au produit de l'investissement d'Apollo décrit ci-dessus.

Remboursement de la ligne de crédit garantie et du prêt octroyé par l'État néerlandais à KLM

Respectivement les 3 mai et 3 juin 2022, KLM a remboursé 311 millions d'euros et 354 millions d'euros au titre de sa ligne de crédit garantie par l'État néerlandais (voir note 33.3 Aides financières des États français et néerlandais des états financiers consolidés au 31 décembre 2021). A l'issue de l'opération, l'intégralité de la ligne de crédit tirée a été remboursée.

Le 30 juin 2022, KLM a remboursé la totalité du prêt de l'État néerlandais pour 277 millions d'euros.

A l'issue de ces opérations, KLM conserve une ligne de crédit de 2,4 milliards d'euros (723 millions d'euros de prêt direct et 1 735 millions d'euros des banques, garantis par l'État néerlandais) à sa disposition.

Signature des contrats d'achats des A320neo

Fin février 2022, les contrats d'achat de 100 appareils de la famille Airbus A320neo ont été signés entre Airbus et KLM, Transavia Pays-Bas et Transavia France. Cette signature a été suivie, début juillet 2022, par la signature d'un accord avec CFM International pour la motorisation de cette future flotte d'appareils.

Rejet du recours contre la décision de la Commission Européenne dans le secteur du fret aérien

Le 30 mars 2022, Air France-KLM a pris acte de l'arrêt du Tribunal de l'Union Européenne sur le recours déposé contre la décision de la Commission Européenne du 17 mars 2017 pour des pratiques considérées comme anticoncurrentielles dans le secteur du fret aérien.

Les pratiques dont il est question remontent à plus de vingt ans et avaient déjà fait l'objet d'une décision de la Commission en 2010, annulée par le Tribunal de l'Union Européenne en 2015 en raison d'une contradiction entre les motifs et le dispositif. Le 8 juin 2022, le Groupe a formé pourvoi devant la Cour de Justice de l'Union Européenne.

Les provisions de 354 millions d'euros incluant les intérêts dans les comptes consolidés au 30 septembre 2022 sont conformes à ces amendes.

2.3 Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture au 30 septembre 2022 n'a eu lieu.

3. PRINCIPES COMPTABLES

En application du règlement européen n°1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Air France-KLM au 31 décembre 2021 ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne à la date de clôture de ces états financiers consolidés et qui étaient d'application obligatoire à cette date.

L'information financière consolidée intermédiaire au 30 septembre 2022 doit être lue en liaison avec les états financiers consolidés annuels clos le 31 décembre 2021. Elle est établie selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers consolidés de l'exercice 2021, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne applicables à compter du 1er janvier 2022.

L'étude de l'impact de l'application de la Décision d'Agenda relative à la « Comptabilisation des coûts de personnalisation et / ou de configuration dans les contrats SaaS » est en cours de réalisation. Tout changement résultant de l'application de cette décision de l'IFRS IC sera comptabilisé de manière rétrospective conformément à la norme IAS 8 sur les changements de méthodes comptables.

En ce qui concerne la mise en œuvre des amendements de la norme IAS 37 relatifs au traitement des contrats déficitaires, aucun contrat n'a été identifié comme entrant dans le champ d'application de ces amendements. Ces amendements visent à uniformiser les pratiques en matière d'identification et d'évaluation des provisions pour contrats déficitaires, en particulier s'agissant des pertes à terminaison constatées sur les contrats conclus avec des clients comptabilisés en application de la norme IFRS 15. Ces amendements viennent ainsi préciser que les coûts à prendre en compte pour estimer le « coût d'exécution du contrat » sont les coûts directement liés au contrat. Une étude menée au sein du Groupe quant à la mise en œuvre de ces amendements conclut sur une absence d'impact sur les états financiers du Groupe au 30 septembre 2022.

La préparation de l'information financière consolidée intermédiaire, en conformité avec les normes IFRS, conduit la Direction du Groupe à faire des estimations et formuler des hypothèses qui ont une incidence sur les montants reconnus dans les états financiers primaires et leurs notes annexes en date d'arrêté.

Les principales estimations retenues par le Groupe concernent :

- la reconnaissance du chiffre d'affaires lié aux titres de transport émis et non utilisés,
- le programme de fidélisation Flying Blue,
- les instruments financiers,
- les immobilisations incorporelles et corporelles,
- les contrats de location,
- les avantages du personnel,
- les passifs et provisions de restitution pour avions loués,
- les autres provisions, et
- les impôts courants et différés.

La Direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Ainsi, l'information financière consolidée intermédiaire de la période a été établie en tenant compte du contexte actuel des crises sanitaire et géopolitique et sur la base des paramètres financiers disponibles à la date de clôture.

L'information financière consolidée intermédiaire au 30 septembre 2022 a été revue par le Conseil d'administration le 27 octobre 2022.

4. INFORMATIONS SECTORIELLES

Information par secteur d'activité

L'information sectorielle est établie sur la base des données de gestion interne communiquées au Comité Exécutif, principal décideur opérationnel du Groupe.

Le Groupe est organisé autour des secteurs suivants :

Réseau : Les revenus de ce secteur qui comprend le passage réseau et le cargo proviennent essentiellement des services de transport de passagers sur vols réguliers ayant un code des compagnies aériennes du Groupe hors

Informations financières consolidées intermédiaires

Notes aux états financiers consolidés intermédiaires

Transavia, ce qui inclut les vols opérés par d'autres compagnies aériennes dans le cadre de contrats de partage de codes. Ils incluent également les revenus des partages de codes, les recettes d'excédent de bagages, les revenus de l'assistance aéroportuaire fournie par le Groupe aux compagnies aériennes tierces et des services liés aux systèmes d'information, ainsi que les opérations de transport de marchandises réalisées sous code des compagnies aériennes du Groupe, incluant le transport effectué par des partenaires dans le cadre de contrat de partage de codes. Les autres recettes du cargo correspondent essentiellement à la vente de capacité à d'autres transporteurs et aux transports de marchandises effectués pour le Groupe par des compagnies aériennes tierces.

Maintenance : Les revenus externes proviennent des services de maintenance fournis à d'autres compagnies aériennes et clients dans le monde.

Transavia : Les revenus de ce secteur proviennent de l'activité de transport « loisir » de passagers réalisée par Transavia.

Autres : Les revenus de ce secteur proviennent de diverses prestations fournies par le Groupe, non couvertes par les trois autres secteurs précités.

Les résultats alloués aux secteurs d'activité correspondent à ceux qui sont affectables de façon directe et indirecte. Les montants répartis dans les secteurs d'activité correspondent principalement à l'EBITDA, au résultat d'exploitation courant et au résultat des activités opérationnelles. Les autres éléments du compte de résultat sont regroupés dans la colonne « non répartis ».

Les transactions intersecteurs sont effectuées et valorisées à des conditions normales de marché.

Information par secteur géographique

Activité par zone d'origine des ventes

Les activités du Groupe par origine des ventes sont ventilées en quatre zones géographiques :

- France métropolitaine
- Benelux
- Europe (hors France et Benelux)
- Reste du monde

Le format de présentation des activités par zone d'origine des ventes a été revu pour prendre en compte la nouvelle organisation commerciale du Groupe.

Seuls les produits des activités ordinaires par secteur d'activité sont affectés par zone géographique de ventes.

Activité par zone de destination

Les activités du Groupe par zones de destination sont ventilées en sept secteurs géographiques :

- France métropolitaine
- Europe (hors France) et Afrique du Nord
- Antilles, Caraïbes, Guyane et Océan Indien
- Afrique (hors Afrique du Nord), Moyen-Orient
- Amérique du Nord, Mexique
- Amérique du Sud (hors Mexique)
- Asie et Nouvelle Calédonie

4.1 Informations par secteur d'activité

Période close au 30 septembre 2022	Réseau	Maintenance	Transavia	Autres	Non-répartis	Total
(en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires total	16 588	2 568	1 705	164	-	21 025
Chiffre d'affaires intersecteurs	(34)	(1 584)	-	(143)	-	(1 761)
Chiffre d'affaires externe	16 554	984	1 705	21	-	19 264
EBITDA	2 319	326	194	(10)	-	2 829
Résultat d'exploitation courant	894	147	13	6	-	1 060
Résultat des activités opérationnelles	902	148	13	(3)	-	1 060
Part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	1	4	-	(5)	-	-
Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	-	-	-	-	(1 028)	(1 028)
Impôts	-	-	-	-	208	208
Résultat net	903	152	13	(8)	(820)	240

Période close au 30 septembre 2021 - retraité ⁽¹⁾	Réseau	Maintenance	Transavia	Autres	Non-répartis	Total
(en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires total	8 030	2 005	685	118	-	10 838
Chiffre d'affaires intersecteurs	(19)	(1 244)	-	(98)	-	(1 361)
Chiffre d'affaires externe	8 011	761	685	20	-	9 477
EBITDA	(401)	233	47	39	-	(82)
Résultat d'exploitation courant	(1 732)	19	(113)	22	-	(1 804)
Résultat des activités opérationnelles	(2 413)	(251)	(112)	46	-	(2 730)
Part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	1	4	-	(18)	-	(13)
Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers	-	-	-	-	(680)	(680)
Impôts	-	-	-	-	256	256
Résultat net	(2 412)	(247)	(112)	28	(424)	(3 167)

⁽¹⁾ Voir Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.2 Informations par secteur géographique

Chiffre d'affaires externe par origine des ventes

Période close au 30 septembre 2022	France métropolitaine	Benelux	Europe (hors France et Benelux)	Reste du monde	Total
(en millions d'euros)					
Transport	4 690	1 803	3 532	5 877	15 902
Autres recettes	247	128	120	157	652
Total Réseau	4 937	1 931	3 652	6 034	16 554
Transport	630	947	145	30	1 752
Autres recettes	(21)	(22)	(3)	(1)	(47)
Total Transavia	609	925	142	29	1 705
Maintenance	504	384	16	80	984
Autres	5	15	1	-	21
Total	6 055	3 255	3 811	6 143	19 264

Période close au 30 septembre 2021	France métropolitaine	Benelux	Europe (hors France et Benelux)	Reste du monde	Total
(en millions d'euros)					
Transport	2 235	789	1 724	2 747	7 495
Autres recettes	263	92	123	38	516
Total Réseau	2 498	881	1 847	2 785	8 011
Transport	242	399	41	7	689
Autres recettes	(2)	(2)	-	-	(4)
Total Transavia	240	397	41	7	685
Maintenance	440	245	17	59	761
Autres	4	16	-	-	20
Total	3 182	1 539	1 905	2 851	9 477

Chiffre d'affaires externe du transport aérien par destination

Période close au 30 septembre 2022	France métropolitaine	Europe (hors France) Afrique du Nord	Antilles Caraïbes Guyane Océan Indien	Afrique (hors Afrique du Nord) Moyen-Orient	Amérique du Nord, Mexique	Amérique du Sud, hors Mexique	Asie Nouvelle-Calédonie	Total
(en millions d'euros)								
Réseau	968	3 757	1 394	2 196	4 165	1 804	1 618	15 902
Transavia	98	1 548	-	106	-	-	-	1 752
Total Transport	1 066	5 305	1 394	2 302	4 165	1 804	1 618	17 654

Période close au 30 septembre 2021	France métropolitaine	Europe (hors France) Afrique du Nord	Antilles Caraïbes Guyane Océan Indien	Afrique (hors Afrique du Nord) Moyen-Orient	Amérique du Nord, Mexique	Amérique du Sud, hors Mexique	Asie Nouvelle-Calédonie	Total
(en millions d'euros)								
Réseau	823	1 710	675	1 253	1 294	754	986	7 495
Transavia	43	629	-	17	-	-	-	689
Total Transport	866	2 339	675	1 270	1 294	754	986	8 184

5. CHARGES EXTERNES

Période du 1er janvier au 30 septembre	2022	2021
(en millions d'euros)		
Carburant avions	5 184	1 811
Affrètements aéronautiques	285	232
Redevances aéronautiques	1 271	835
Commissariat	525	250
Achat d'assistance en escale	1 189	710
Achats et consommations d'entretien aéronautique	1 643	1 181
Frais commerciaux et de distribution	641	255
Autres frais	1 077	839
Total	11 815	6 113
<i>Hors carburant</i>	6 631	4 302

Une partie des charges externes (notamment les coûts de carburant avions, achats et consommations d'entretien aéronautique) est soumise à la variation du cours du dollars US.

6. FRAIS DE PERSONNEL ET EFFECTIFS

Frais de personnel

Période du 1er janvier au 30 septembre	2022	2021
(en millions d'euros)		
		Retraité ⁽¹⁾
Salaires et traitements	3 810	3 278
Autres charges sociales	705	620
Charges de retraite à cotisations définies	582	440
Charges de retraite à prestations définies	96	168
Coûts du personnel intérimaire	123	53
Charge d'intéressement et charges relatives aux paiements fondés sur des actions	1	(52)
Mesures transitoires d'urgence pour l'emploi durable (NOW)	(138)	(716)
Autres	60	22
Total	5 239	3 813

⁽¹⁾ Voir Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Informations financières consolidées intermédiaires

Notes aux états financiers consolidés intermédiaires

Le Groupe verse des cotisations pour un régime de retraite multi-employeurs en France, la CRPN (Caisse de Retraite du Personnel Navigant). Ce plan multi-employeur étant assimilé à un plan d'État, il est comptabilisé en tant que régime à cotisations définies en « charges de retraite à cotisations définies ».

Suite aux impacts de la crise sanitaire de la Covid-19, les principales filiales françaises du groupe Air France ont mis en œuvre des mesures d'activité partielle pour leurs salariés, à partir du 23 mars 2020.

Air France et certaines de ses filiales ont finalisé au 1er semestre 2021 la signature de l'ensemble des accords, avec les organisations syndicales représentatives permettant de recourir à l'Activité Partielle de Longue Durée (APLD) pour une durée maximale de 24 mois. Au 30 septembre 2022, l'impact de ces mesures s'élève à 135 millions d'euros (557 millions d'euros au 30 septembre 2021).

La ligne « Mesures transitoires d'urgence pour l'emploi durable (NOW) » correspond à la compensation reçue de l'État Néerlandais par le groupe KLM pour les charges de personnel pendant la période du 1er janvier au 30 septembre 2022. Cette compensation s'élève à 138 millions d'euros (contre 716 millions d'euros pour la période du 1er janvier au 30 septembre 2021).

Effectifs moyens de la période

Période du 1er janvier au 30 septembre	2022	2021
Pilotes	8 132	8 195
Personnel navigant commercial	20 627	20 075
Personnel au sol	43 680	46 145
Personnel intérimaire	1 868	806
Total ⁽¹⁾	74 307	75 221

⁽¹⁾ Hors effet de l'activité partielle

La baisse des effectifs moyens s'explique principalement par la finalisation des plans de restructuration mis en place au cours des exercices 2020 et 2021 (voir note 12. Autres produits et charges non courants des notes aux états financiers consolidés au 31 décembre 2021).

7. AMORTISSEMENTS, DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS

Période du 1er janvier au 30 septembre (en millions d'euros)	2022	2021
Amortissements		
Immobilisations incorporelles	136	143
Immobilisations aéronautiques	840	752
Autres immobilisations corporelles	132	139
Droits d'utilisation	878	820
	1 986	1 854
Dépréciations et provisions		
Stocks	(9)	12
Créances	(84)	26
Provisions	(124)	(170)
	(217)	(132)
Total	1 769	1 722

8. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION COURANTS

Période du 1er janvier au 30 septembre (en millions d'euros)	2022	2021
Production capitalisée	741	486
Exploitation conjointe de lignes	(4)	(4)
Couverture sur flux d'exploitation (change)	92	11
Système européen d'échange de quotas d'émission de carbone	(64)	(27)
Autres	(28)	1
Total	737	467

9. CESSIONS DE MATÉRIELS AÉRONAUTIQUES ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

Période du 1er janvier au 30 septembre (en millions d'euros)	2022	2021
Cession-bail	42	(26)
Autres cessions aéronautiques	2	6
Cessions de matériel aéronautiques	44	(20)
Charges de restructuration	(4)	55
Dépréciation de flottes	(37)	(37)
Modification des plans de retraite	-	(956)
Cessions de filiales et participations	-	25
Autres cessions d'actifs	1	2
Autres	(4)	5
Autres produits et charges non courants	(44)	(906)

Période close au 30 septembre 2022

Cessions de matériel aéronautiques

L'impact des cessions-bail sur avions (« sales and leaseback ») s'est traduit par un produit de 42 millions d'euros en compte de résultat et un produit de cession en tableau des flux de trésorerie de 624 millions d'euros au 30 septembre 2022.

Charges de restructuration

Cette ligne comprend une provision pour un montant de (11) millions d'euros liée au plan de départ volontaire des salariés français des escales Court-courrier d'Air France.

Dépréciations de flottes

Cette ligne comprend :

- La différence entre le plan d'amortissements initial et les amortissements accélérés liés à la sortie anticipée des CRJ de la flotte de Hop! pour un montant de (11) millions d'euros. Les pentes d'amortissements ont été

Informations financières consolidées intermédiaires

Notes aux états financiers consolidés intermédiaires

revues afin que la valeur nette comptable à la date de sortie des avions prévue pour 2022 converge vers la valeur estimée de réalisation. Au 30 septembre 2022, 7 CRJ sont encore dans la flotte du Groupe.

- Une dotation complémentaire pour un montant de (18) millions d'euros afin de porter la valeur résiduelle de la flotte A380 d'Air France à sa valeur de marché.

Période close au 30 septembre 2021

Cessions de matériel aéronautiques

L'impact des cessions-bail sur avions (« sales and leaseback ») s'est traduit par une charge de (26) millions d'euros en compte de résultat et un produit de cession en tableau des flux de trésorerie de 458 millions d'euros au 30 septembre 2021.

Charges de restructuration

Cette ligne comprend principalement une reprise de provision relative au plan de départ volontaire du personnel au sol d'Air France pour 86 millions d'euros faisant suite à un ajustement en fonction de la liste nominative définitive et des indemnités de départ, ainsi qu'une dotation complémentaire liée au plan de départ volontaire chez HOP! de (28) millions d'euros.

Dépréciations de flottes

Cette ligne comprend la différence entre le plan d'amortissements initial et les amortissements accélérés liée à la sortie anticipée des CRJ de la flotte de HOP! pour (37) millions d'euros.

Modifications de plan de retraites

Suite à la modification du plan de retraite du personnel au sol de KLM, l'impact global de la dé-comptabilisation de l'actif de retraite ainsi que ces versements complémentaires a été comptabilisé en "autres produits et charges non courants" pour une charge de (938) millions d'euros.

Résultat sur cessions de filiales et participations

Cette ligne correspond à la plus-value de cession de 15% des titres de la société Servair le 31 mai 2021.

10. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

Période du 1er janvier au 30 septembre (en millions d'euros)	2022	2021
Produits des valeurs mobilières de placement	(15)	(15)
Autres produits financiers	24	17
Produits de la trésorerie et équivalents de trésorerie	9	2
Intérêts sur passifs financiers	(228)	(251)
Intérêts sur dettes de loyers	(194)	(180)
Intérêts intercalaires capitalisés	22	19
Autres éléments non monétaires	(9)	(62)
Autres charges financières	(7)	(9)
Coût de l'endettement financier brut	(416)	(483)
Coût de l'endettement financier net	(407)	(481)
Résultat de change	(533)	(127)
Instruments financiers et variation de juste valeur des titres revalorisés par le résultat	29	26
Dotation nette aux provisions	(6)	(3)
Désactualisation des provisions	(99)	(85)
Autres	(12)	(10)
Autres produits et charges financiers	(621)	(199)
Total	(1 028)	(680)

Produits financiers

Les produits financiers sont principalement constitués des produits d'intérêts des actifs financiers reconnus au taux d'intérêt effectif.

Résultat de change

Au 30 septembre 2022, le résultat de change inclut principalement une perte de change latente de (570) millions d'euros composée d'une perte de (512) millions d'euros liée au dollar US sur les passifs et provisions de restitution des avions loués, et d'une perte de (40) millions d'euros sur la dette, composé principalement d'une perte de (106) millions d'euros au titre de la dette en dollar US et d'un gain de 54 millions d'euros au titre de la dette en yen japonais.

Au 30 septembre 2021, le résultat de change inclut principalement une perte de change latente de (198) millions d'euros composée d'une perte de (183) millions d'euros liée au dollar US sur les passifs et provisions de restitution des avions loués.

Désactualisation

Le taux utilisé pour désactualiser les passifs et provisions de restitution pour avions loués et autres provisions long terme s'élève à 3,6 % en 2022 contre 3,4 % en 2021.

11. IMPÔTS

11.1 Charge d'impôt

La charge d'impôts courants et d'impôts différés se décomposent comme suit :

Période du 1er janvier au 30 septembre (en millions d'euros)	2022	2021 Retraité ⁽¹⁾
(Charge) / produit d'impôt courant et autres taxes	(27)	(6)
Variation des différences temporaires	(46)	262
(Utilisation / désactivation) / activation des déficits fiscaux	281	-
(Charge) / produit d'impôt différé	235	262
Total	208	256

⁽¹⁾ Voir Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

La charge d'impôt courant correspond aux montants payés ou restant à payer à court terme aux administrations fiscales au titre de la période, en fonction des règles en vigueur dans les différents pays et des conventions spécifiques.

Groupe fiscal français

En France, le taux d'impôt sur les sociétés est à 25,83% en 2022 (contre 28,41% en 2021). Les déficits sont indéfiniment reportables. Toutefois, le montant des déficits fiscaux imputables chaque année est limité à hauteur de 50% du montant du bénéfice de la période au-delà du premier million d'euros. Le recouvrement des impôts différés actifs activés correspond à un horizon de 5 ans sur le périmètre fiscal français, en cohérence avec son plan stratégique.

La position d'impôts différés pour pertes fiscales est restée stable par rapport au 31 décembre 2021 à 285 millions d'euros résultant de l'incertitude à moyen et long termes du rythme de reprise de l'activité qui a conduit le Groupe à maintenir inchangée sa politique de reconnaissance des actifs d'impôts différés.

A ce titre, un montant de 112 millions d'euros d'impôts différés actifs au titre des pertes fiscales et des différences temporaires n'a pas été reconnu la période close au 30 septembre 2022 (dont 81 millions d'euros par compte de résultat).

Groupe fiscal néerlandais

Aux Pays-Bas, le taux d'impôt est de 25,8% en 2022 (contre 25% en 2021). En vertu de la loi fiscale aux Pays-Bas, les déficits sont indéfiniment reportables depuis le 1er janvier 2022.

Toutefois, le montant des déficits fiscaux imputables chaque année est limité à hauteur de 50% du montant du bénéfice de la période au-delà du premier million d'euros.

Au regard de la reprise d'activité et des perspectives à moyen et long termes, le Groupe a reconnu un impôt différé actif pour pertes fiscales de 281 millions d'euros au 30 septembre 2022. La position d'impôts différés pour pertes fiscales et intérêts financiers déductibles a donc été portée à 338 millions (contre 57 millions au 31 décembre 2021).

11.2 Taux effectif d'impôt

L'écart entre le taux d'imposition en France et le taux effectif d'impôt s'explique comme suit :

Période du 1er janvier au 30 septembre (en millions d'euros)	2022	2021 Retraité ⁽¹⁾
Résultat avant impôt	32	(3 410)
Taux d'impôt applicable en France	25,83 %	28,41 %
Impôt théorique selon le taux d'imposition en vigueur en France	(8)	969
Différence de taux d'imposition en France/ étranger	(1)	(60)
Éléments non déductibles ou non imposables	20	(68)
Variation des actifs d'impôts différés non reconnus	200	(584)
Impact de la CVAE	(4)	-
Autres	1	(1)
Impôt	208	256
Taux d'impôt réel	n.m.	7,5 %

⁽¹⁾ Voir Note 1 de l'annexe aux comptes consolidés.

12. PASSIFS FINANCIERS

(en millions d'euros)	Au 30 septembre 2022			Au 31 décembre 2021		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunt subordonné à durée indéterminée en yens	142	-	142	153	-	153
Emprunt subordonné à durée indéterminée en francs suisses	392	-	392	363	-	363
OCEANE	484	-	484	476	-	476
Emprunts obligataires	1 699	361	2 060	1 678	361	2 039
Dettes de location financement avec option d'achat avantageuse	3 193	465	3 658	2 901	404	3 305
Prêts garantis par les États français et néerlandais	3 598	-	3 598	4 310	-	4 310
Prêts d'États	-	-	-	278	-	278
Autres emprunts	1 187	137	1 324	1 114	340	1 454
Intérêts courus non échus	-	111	111	1	110	111
Total - Passifs financiers	10 695	1 074	11 769	11 274	1 215	12 489

Informations financières consolidées intermédiaires

Notes aux états financiers consolidés intermédiaires

Variation du passif financier

(en millions d'euros)	31 décembre 2021	Emission de nouveaux emprunts	Variation non monétaire	Remboursement des emprunts	Variation de la conversion	Autres	30 septembre 2022
Emprunts à durée indéterminée en yens et francs suisses	516	-	-	-	18	-	534
OCEANE	476	-	8	-	-	-	484
Emprunts obligataires	2 039	-	-	-	21	-	2 060
Dettes de location financement avec option d'achat avantageuse	3 305	639	31	(353)	35	1	3 658
Prêts garantis par les États français et néerlandais	4 310	-	(48)	(664)	-	-	3 598
Prêts d'États	278	-	-	(278)	-	-	-
Autres emprunts	1 454	130	31	(305)	14	-	1 324
Intérêts courus non échus	111	-	3	-	-	(3)	111
Total	12 489	769	25	(1 600)	88	(2)	11 769

Analyse par échéance

Les échéances des passifs financiers se décomposent comme suit :

(en millions d'euros)	30 septembre 2022	31 décembre 2021
Échéances en		
fin année N	629	-
N+1	1 499	1 215
N+2	2 813	1 401
N+3	2 845	2 767
N+4	1 234	3 470
Au-delà de 4 ans	2 749	3 636
Total	11 769	12 489

Les emprunts subordonnés à durée indéterminée en francs suisses et en yens japonais sont inclus dans la ligne « au-delà de 4 ans ».

13. DETTE NETTE

(en millions d'euros)	Notes	30 septembre 2022	31 décembre 2021
Passifs financiers courants et non courants	13	11 769	12 489
Dettes de loyers courantes et non courantes		4 432	3 749
Intérêts courus non échus		(128)	(128)
Dépôts relatifs aux passifs financiers		(101)	(99)
Dépôts relatifs aux dettes de loyers		(107)	(85)
Impact des dérivés devise/dettes		(101)	(14)
Passifs financiers (I)		15 764	15 912
Trésorerie et équivalent trésorerie		8 264	6 658
Valeurs mobilières de placement à plus de 3 mois		204	189
Trésorerie nantie		552	324
Prêts Brut courant et à long terme (dont obligations notées)		782	529
Concours bancaires courant		(3)	(4)
Liquidités nettes (II)		9 799	7 696
Dettes nettes (I-II)		5 965	8 216

(en millions d'euros)	30 septembre 2022
Dettes nettes à l'ouverture	8 216
Flux de trésorerie libre d'exploitation, hors activités non poursuivies	(3 106)
Augmentation de capital	(1 551)
Remboursement des titres subordonnés à l'État Français	1 480
Nouveaux titres subordonnés - Participations ne donnant pas le contrôle	(497)
Augmentation de capital - Participations ne donnant pas le contrôle	(3)
Nouveaux/modifications contrats de location	894
Effet du change latent sur la dette de loyer avion enregistrée en résultat global	333
Effet des dérivés sur la dette nette	(74)
Effet du taux d'intérêt effectif sur prêts d'États	(25)
Variation de la conversion	40
Amortissement de la composante optionnelle des OCEANE	8
Autres variations non monétaires de la dette nette	12
Dettes nettes à la clôture	5 965

14. AUTRES PASSIFS

Au 30 septembre (en millions d'euros)	2022		2021	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Dettes fiscales (y compris impôt société)	1 194	896	794	1 060
Dettes sociales	1 166	1 360	960	1 355
Dettes sur immobilisations	52	-	70	-
Produits constatés d'avance	809	42	873	43
Avances et acomptes reçues	438	-	390	-
Dettes diverses	434	128	282	97
Total	4 093	2 426	3 369	2 555

Les produits constatés d'avance sont principalement liés aux contrats de l'activité Maintenance.